

TRAVAUX DIRIGÉS (TD) *" Méthodologie "*

Dossier documentaire n° 2 : ***L'économie est-elle une science ?***

Source : PARIENTY Arnaud. Précis d'économie : Préparation aux épreuves d'économie des concours. Ed. La Découverte [Coll. Repères], Paris, 2017 (pp. 418-427).

Présentation du dossier documentaire

Ce deuxième dossier explore les **forces et faiblesses de la méthode scientifique en économie** et fait le point sur les **principaux débats épistémologiques** qui en découlent.

C'est un article d'**Arnaud PARIENTY**, Professeur agrégé de sciences économiques et sociales, spécialiste de l'*économie du travail* et de la *protection sociale*.

Le présent dossier documentaire servira de *support principal* pour l'**ACTIVITÉ 4**.

QUESTIONS DE CADRAGE

- 1) Dédurre du texte une définition de ce qu'est l'**épistémologie**.
- 2) Quel sont les fondements de l'**approche hypothético-déductive** proposée par **Karl POPPER** ? Quelle est l'objection qu'oppose **Thomas KHUN** à cette conception particulière des « **critères de scientificité** » d'une théorie ?
- 3) En économie, il est particulièrement difficile de **satisfaire aux mêmes critères de scientificité** que les sciences exactes ou de la nature, et vraisemblablement impossible d'établir un **corps de doctrine consensuel** avec des **lois générales et universelles** analogues aux lois physiques ou aux principes de la biologie. Après avoir évoqué la principale raison qui explique ces **difficultés épistémologiques**, vous présenterez les **deux positions simplificatrices** adoptées par les économistes pour dépasser ces « limitations » propres à leur discipline ?

- 4) En quoi consiste les **spécificités** de la méthode scientifique en économie qui la distinguent rigoureusement des **sciences exactes ou de la nature** ? Quelles sont, en d'autres termes, les **différences fondamentales** avec ces dernières ?
- 5) L'auteur présente dans la 2^{ème} partie de son texte les **cinq (5) principaux débats épistémologiques** qui traversent le champ de la science économique contemporaine. Faites brièvement le point *sur chacune* de ces controverses, à savoir **i) la nature de méthode scientifique en économie, ii) la pertinence de l'hypothèse de rationalité** et de **iii) l'individualisme méthodologique, iv) la place des institutions** et de **v) l'hypothèse de concurrence parfaite**.

L'économie est-elle une science ? ¹

L'épistémologie a pour but l'étude critique du développement, des méthodes et des résultats de la science. Cette réflexion a principalement porté sur les sciences de la nature et sa transposition à l'économie ne va pas de soi. L'enjeu de cette réflexion est d'établir une démarcation entre le normatif, qui relève de l'opinion, et le positif, qui relève de la science. C'est évidemment essentiel du fait des enjeux politiques très importants de nombreuses questions économiques.

Mais, du fait de ces enjeux, la réflexion épistémologique peut être instrumentalisée pour disqualifier des théories rivales. Ainsi, la théorie keynésienne ne serait pas scientifique car dépourvue de fondements microéconomiques suffisamment assurés. Au contraire, la scientificité est invoquée pour justifier l'emploi de modèles fort éloignés de la réalité, la cohérence interne du modèle et la valeur heuristique des hypothèses étant mises en avant. L'épistémologie sert également à donner une plus grande légitimité à l'économie, par rapprochement avec les sciences de la nature, mieux établies institutionnellement. Le coup de force des économistes réussi par les économistes avec l'institution en 1968 du « *prix de la Banque centrale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel* », assimilé au Prix Nobel, illustre cette ambition. Les critiques du caractère scientifique de l'économie dénoncent d'ailleurs régulièrement cette assimilation. La comparaison de l'économie avec les sciences de la nature est donc fructueuse.

¹ PARIENTY Arnaud. *Précis d'économie : Préparation aux épreuves d'économie des concours*. Ed. La Découverte [Coll. *Repères*], Paris, 2017 (pp. 418-427).

1. L'économie est-elle comparable aux sciences exactes ?

L'épistémologie propose des critères de démarcation entre la science et d'autres types de discours, que Karl Popper appelle métaphysiques. Lui-même propose de considérer comme scientifiques les énoncés qui sont obtenus en posant des hypothèses explicites, en tirant de ces hypothèses des déductions et en confrontant ces déductions aux données empiriques. Cette confrontation aux données permet toutefois seulement de ne pas réfuter une théorie et ne suffit jamais à la confirmer, comme l'explique l'exemple classique du cygne noir : observer que mille cygnes sont blancs ne suffit pas à prouver que tous les cygnes sont blancs. En revanche, un seul cygne noir suffit à réfuter cet énoncé.

La conception hypothético-déductive présentée par Popper [1934] est aujourd'hui dominante. Mais Thomas Kuhn [1983] présente une objection : qui va décider qu'un énoncé est scientifique ? Sachant à quel point ces énoncés sont aujourd'hui inintelligibles à l'immense majorité de la population, la question est redoutable. Selon lui, en effet, les situations dans lesquelles les chercheurs sont amenés à abandonner une théorie pour une autre ne relève pas de la preuve. Kuhn appelle « science normale » la recherche « *fondée sur un ou plusieurs accomplissements scientifiques passés, que tel groupe considère comme suffisants pour fournir le point de départ d'autres travaux* » [1983, p. 29]. Il donne à ces accomplissements le nom de paradigmes, « *modèles qui donnent naissance à des traditions particulières et cohérentes de recherche scientifique* ». Prenant comme exemple la théorie de la chimie atomique de Dalton, il montre que la théorie a du mal à s'imposer parce qu'il « *est toujours difficile de faire coïncider la nature avec un paradigme* ». Mais, une fois le nouveau paradigme établi, « *il leur fallut forcer la nature à s'y conformer. À la suite de quoi, même le pourcentage de composition de composés bien connus se trouva différent* » [1983, p. 188]. L'accord de la communauté scientifique serait donc, selon Thomas Kuhn, le critère essentiel permettant à une théorie de s'imposer... ce qui n'est pas tout à fait la même chose qu'un critère de scientificité.

1.1. Par rapport à ces idées générales sur la science, comment se situe l'économie ?

L'économie affronte des difficultés particulières, car elle étudie des comportements humains. Comme les actions humaines sont *a priori* libres et spontanées,

il paraît impossible d'établir à leur sujet des lois générales, analogues aux lois physiques. Pour dépasser cette contradiction, deux positions sont concevables :

- a) **écarter l'analyse des conduites individuelles pour se concentrer sur les comportements agrégés dans une démarche holiste.** Dans ce cas, la liberté de l'acteur est compatible avec des régularités d'ensemble. Cette voie repose en grande partie sur l'analyse statistique. Elle suppose que l'économie renonce à expliquer les comportements individuels, ce qui paraît discutable, dans la mesure où, contrairement aux sciences de la nature, les comportements individuels sont les plus directement observables dans les sciences sociales ;
- b) **postuler que les conduites humaines, bien que libres, ne sont pas arbitraires, mais rationnelles.** Elles deviennent alors intelligibles et il est possible de les modéliser, étape indispensable de la construction d'une théorie. Vilfredo Pareto, de manière proche, propose de distinguer les actions logiques, qui définiraient le domaine de l'économie, et les actions non logiques, qui seraient étudiées par les autres sciences sociales. Toutefois, la notion de rationalité n'est pas exempte d'ambiguïtés, qui sont au cœur des difficultés épistémologiques des sciences sociales.

Les épistémologues sont partagés sur le point de savoir si les sciences sociales relèvent des mêmes critères de jugement et doivent développer les mêmes méthodes que les sciences de la nature. Karl Popper insiste beaucoup sur l'unité de la science. Il est d'accord pour considérer que l'économie est une science, mais reconnaît vers la fin de sa vie que « *certaines parties [de l'économie] ne sont pas réputées scientifiques, puisqu'elles ne satisfont pas au critère de la testabilité, mais qu'elles ne répondent pas à ce critère parce qu'elles sont trop complexes* » [Popper, 1986, p. 58]. De son côté, Thomas Kuhn, qui a fort peu traité des sciences sociales, considère que « *l'on peut se demander quelles branches des sciences sociales ont déjà trouvé de tels paradigmes* ». Selon sa classification, elles seraient donc préscientifiques. Il est d'ailleurs difficile de trouver un exemple de changement de théorie en économie qui correspondrait aux révolutions scientifiques de Kuhn, sauf peut-être la révolution marginaliste, remarque Hubert Brochier [1990].

On comprend ainsi pourquoi les économistes hétérodoxes, même minoritaires, jouent un rôle essentiel : ils sont la preuve qu'il n'existe pas de corps de doctrine consensuel en économie. D'où les efforts importants déployés par certains économistes

prestigieux en 2015 pour empêcher en France la création d'un second concours de recrutement des professeurs d'économie de l'université, comme il en existe dans d'autres pays, où science économique et économie politique sont séparées. L'enjeu est de maintenir l'image d'une discipline unifiée. Car peut-elle être une science si elle ne l'est pas ?

1.2. Différences avec les sciences exactes

Reste à se demander quelles raisons feraient de l'économie une discipline particulière. Le fait d'être chargée d'enjeux politiques est un problème. Les scientifiques sont aussi des citoyens et il est difficile de séparer le discours scientifique du discours du scientifique, surtout quand il est en même temps conseiller du prince. Mais les sciences de la nature ne portent pas uniquement sur des questions de pure connaissance. Les questions de la dangerosité des particules fines émises par les moteurs diesel ou des origines et de l'ampleur du réchauffement climatique ont montré que les chercheurs en sciences de la nature pouvaient aussi être en total désaccord pendant un temps assez long, sans que la scientificité de leurs disciplines soit remise en cause.

Une seconde différence est la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, pour les sciences sociales de formuler des lois, c'est-à-dire des propositions universelles. Ainsi, Terence Hutchison [1938] estime qu'« *il n'y a à peu près pas de généralisations en économie qui puissent être décrites sûrement et correctement comme des "lois", et cela doit être dit dans l'intérêt de la clarté* ». Prenons l'exemple de la « loi » de la demande, qui énonce que la demande d'un bien varie en raison inverse de son prix. Cette proposition souffre d'un certain nombre d'exceptions (biens Giffen, biens Veblen...). Surtout, elle ne permet de prévisions que fort lacunaires. En effet, elle renseigne sur la direction du changement des prix qu'impose un changement de la demande, mais elle ne permet pas de prédiction quantitative sur ce changement. Il faudrait pour cela que soit connue l'élasticité. Or, du fait de la variation incessante des conduites humaines (due selon Pigou à l'intervention de « la conscience humaine »), l'élasticité n'est pas une constante. De manière générale, des constantes de long terme analogues à la constante gravitationnelle ou au nombre d'Avogadro-Ampère n'existent pas. Les lois en sciences sociales ne peuvent se penser et s'énoncer sur le modèle des lois physiques.

Une troisième différence entre sciences de la nature et de la société est la difficulté de l'expérimentation, aux fins de réfutation empirique notamment. Le modèle de théorie scientifique est traditionnellement donné par l'astronomie. Popper prend souvent

comme référence l'analyse du système solaire. La raison en est que ce système est à peu près clos (les influences extérieures sont, en première approximation, négligeables) et obéit à un nombre de forces limité. Enfin, son histoire se déroule suffisamment lentement pour que des constantes de long terme puissent être dégagées. Autrement dit, ce que l'économiste essaye de faire logiquement et mentalement en raisonnant *ceteris paribus* est réalisé expérimentalement par le physicien.

À l'opposé, les sciences sociales peuvent difficilement expérimenter. Soumis aux mêmes forces dans les mêmes conditions, deux solides réagissent à l'identique. Ce n'est pas certain dans le cas de deux êtres humains. Il faut donc multiplier les expériences, ce qui est bien difficile à faire. D'autre part, il y a interaction entre l'observateur et l'observé, le sujet qui se sait observé réagissant différemment. Il faut donc imaginer des protocoles expérimentaux permettant de cacher ce qui est observé aux sujets. L'expérience est néanmoins possible et a pris de l'importance depuis quelques décennies. Mais son objet est limité : tester quelques hypothèses, comme la rationalité maximisatrice... et l'argent échangé dans le laboratoire est fictif.

Reste la modélisation. Construire un modèle formalisé et tester ses conclusions est l'équivalent d'une expérience de laboratoire. La difficulté est l'estimation du modèle. Malgré les grands progrès de l'économétrie, l'estimation est complexe et rarement conclusive. Si d'aventure le test économétrique d'une relation aboutit à la rejeter, il est donc tentant de remettre en cause le test ou l'échantillon de données qui a servi à le réaliser plutôt que la relation testée. Certaines méthodes, comme les méthodes de calibrage utilisées par les théoriciens du cycle des affaires réel, sont explicitement conçues pour obtenir les valeurs des paramètres qui permettront au modèle de reproduire le réel. De plus, il est parfois impossible de tester empiriquement une théorie sans faire appel pour cela... à la théorie à tester. Ainsi, l'hypothèse de rémunération des facteurs de production à leur productivité marginale ne peut être testée sans connaître la part de chaque facteur dans la production, qui est donnée par les rémunérations.

Quatrième différence, les méthodes d'une partie au moins de l'économie sont très différentes de celles des sciences de la nature. Edmond Malinvaud vise en particulier ce qu'il est convenu d'appeler la microéconomie : « *On s'aperçoit que la démarche de la recherche diffère fondamentalement de celle adoptée dans les sciences de la nature, malgré la similitude superficielle que le recours aux modélisations mathématiques pourrait suggérer. Les économistes partent de quelques idées simples et solides sur les comportements [...]. Ils formalisent ces idées par des hypothèses dont ils admettent le caractère approximatif (donc un peu inexact). Puis ils en déduisent les conséquences*

logiques afin d'aboutir à des résultats significatifs. Pour juger de la valeur d'une théorie ainsi construite, ils opèrent selon des critères tout autres que ceux employés dans les sciences expérimentales » [Malinvaud, 1995].

Dernière différence, mais non la moindre, les capacités prédictives de l'économie sont très médiocres comparées à celles des sciences de la nature, même si une telle comparaison a toujours quelque chose de hasardeux. Ainsi, la qualité des prévisions économiques a beaucoup moins progressé que la qualité des prévisions météorologiques.

2. Quelques débats épistémologiques en économie

2.1. Qu'est-ce qu'une méthode scientifique en économie ?

La théorie économique est confrontée sur ce point à deux questions. Faut-il tester les théories ? L'école autrichienne préconise une démarche aprioriste : l'économie dérive d'hypothèses vraies *a priori*, les individus agissent toujours de manière parfaitement adaptée à la situation telle qu'ils la perçoivent, ce qui fonde une science de l'action humaine. « L'agir humain est toujours rationnel. Le terme action rationnelle est pléonastique et doit être évité comme tel », écrit ainsi Ludwig von Mises dans *L'Action humaine*. Cette position interdit la modélisation, puisque tout comportement est possible. Le courant empiriste, au contraire, propose de soumettre la théorie à validation empirique. Il est aujourd'hui dominant.

Autre question : faut-il tester les hypothèses ? Milton Friedman [1953] a défendu une position instrumentaliste : peu importe le réalisme des hypothèses, car « ce qui est simple est faux, mais ce qui est réaliste est inutilisable ». Une théorie sera retenue si elle permet de bonnes prévisions et les hypothèses doivent constituer des approximations suffisantes de l'objet étudié. Cette position n'est évidemment pas satisfaisante ; car, si la science se donne un objectif de connaissance, il semble difficile de l'appuyer sur des hypothèses éloignées de la réalité. Si bien que la position de Friedman est peu défendue de nos jours. En pratique, cependant, la plupart des modèles utilisent des hypothèses d'agent représentatif ou de concurrence parfaite qui n'auraient guère de chances de passer le test de la confrontation aux données.

2.2. Que signifie l'hypothèse de rationalité ?

Le principe de rationalité est une hypothèse indispensable à l'économie dès lors qu'elle adopte une méthode individualiste. Sans elle, les comportements demeurent inintelligibles et aucune modélisation n'est possible au niveau microéconomique. Cette question n'est pas indépendante de la précédente, puisque l'hypothèse de rationalité est celle que von Mises juge vraie *a priori* et que Friedman veut faire échapper aux tests. La position de Popper sur cette question est particulièrement ambiguë. Dans un texte qui a donné lieu à des exégèses contradictoires, Popper [1967] énonce le principe de rationalité de manière très large : « Les individus agissent toujours d'une manière adaptée à la situation où ils se trouvent. » Cette définition n'a aucune valeur opérationnelle. Mais, même dans cette définition large, il admet que ce principe n'est pas universellement vrai... tout en ne devant pas être rejeté.

Mais qu'est-ce qu'un comportement rationnel ? Le modèle de l'*homo œconomicus*, maximisant son utilité, a été contesté par Herbert Simon, qui juge plus réaliste de raisonner en termes de rationalité limitée. Si un consommateur trouve un bien qui lui convient à un prix qui lui convient, il l'acceptera sans explorer toutes les possibilités qui s'offrent à lui. L'économie expérimentale a montré que les choix étaient influencés par des considérations de justice, comme dans le jeu de l'ultimatum présenté dans le chapitre 2, par exemple. Ainsi, appliqué à un clan mafieux dont les valeurs sont l'omerta et la solidarité clanique, le raisonnement présenté dans le dilemme des prisonniers ne fonctionne plus. On peut aussi imaginer qu'il y a plusieurs manières logiques de calculer, selon le modèle de l'économie utilisé. Élargir la notion de rationalité complique la modélisation ou l'interdit. Un comportement maximisateur, c'est une dérivée qui s'annule et une solution facile à trouver. Mais il faut admettre que c'est la seule solution, affirme Edmond Malinvaud : « Nous avons maintenant assez de preuves pour savoir que la poursuite entièrement rationnelle de l'intérêt personnel ne se constate pas toujours : les difficultés d'information, de calcul et de coordination conduisent à différentes formes de "rationalité limitée" dans le comportement des ménages et des entreprises. De plus, ce que signifie la poursuite de l'intérêt personnel dans les structures complexes des sociétés modernes n'est pas toujours clair, de sorte que l'observation peut être requise pour apprécier les conséquences de certaines normes sociales » [Malinvaud, 1991].

2.3. L'individualisme méthodologique est-il fondé ?

Le choix de la majorité des économistes de partir d'une description hypothétique des comportements individuels pose problème. Comment passer de l'individu à un comportement agrégé, de la demande d'un consommateur à la demande globale sur un marché ? Le théorème de Sonnenschein dit qu'il est impossible de déduire la fonction agrégée de demande nette des fonctions individuelles, sauf à poser des restrictions considérables sur ces fonctions. La théorie repose donc sur l'hypothèse d'agents représentatifs, consommateur ou producteur. Au-delà du caractère irréaliste de l'hypothèse, elle conduit à une maquette très pauvre. Toutes les entreprises ont la même fonction de production. Il n'y a donc pas d'innovation ni d'économies d'échelle. Tous les consommateurs ont les mêmes goûts. Mieux, il n'y a pas de dette, puisque la dette de l'un est la créance de l'autre !

Raisonnement en concurrence imparfaite, au contraire, permet de distinguer les mécanismes micro- et macroéconomique. Par exemple, il y a des effets de composition : si une entreprise réduit les salaires, ses bénéfices progressent ; si toutes les entreprises le font simultanément, la contraction de la masse salariale précipite l'économie dans la crise. Autre exemple, la dette est à l'origine de la production, elle doit être, pour que la masse monétaire se maintienne et que l'économie fonctionne, indéfiniment reconduite. Si, au niveau individuel, il est préférable de se désendetter, au niveau collectif, le paiement de la dette précipiterait l'économie tout entière dans la crise. En concurrence imparfaite, il existe donc une autonomie du niveau macroéconomique, totalement ignorée si l'individualisme méthodologique est la seule base possible.

2.4. Que faire des institutions ?

L'économie oscille entre une théorie pure décrivant une maquette réduite à quelques traits pour conserver un caractère très général et une description plus riche, tenant compte des institutions spécifiques de chaque économie, mais manquant en généralité. Cette opposition n'est pas nouvelle. Au XIX^e siècle, elle est au cœur de la célèbre *Methodenstreit* (querelle des méthodes) qui oppose Carl Menger, l'un des inventeurs du marginalisme, et Gustav von Schmoller, chef de file de l'école historique allemande. Menger reproche aux sciences sociales allemandes leur historicisme, leur attachement aux différences nationales de cadre institutionnel, leur incapacité à mettre au jour des mécanismes de portée générale. L'objectif de la science économique doit être, selon lui, de découvrir l'« essence » des phénomènes, de se limiter à quelques traits

essentiels pour parvenir, par une « analyse théorique exacte », à produire des lois. Celles-ci concernent les comportements individuels. Bien que reconnaissant la nécessité d'élaborer des théories, Schmoller estime que le point de départ de l'analyse doit toujours être le matériau empirique sur lequel porte l'analyse, forcément située dans l'espace et le temps.

Les approches institutionnalistes sont nominalistes ; elles ne peuvent pas élargir l'analyse au-delà du cadre institutionnel dans lequel elles sont produites, puisque les mécanismes dépendent du contexte institutionnel. C'est le problème, par exemple, de la théorie de la régulation, quêtant les signes de réorganisation d'un nouveau mode de production, dont il faudra ensuite faire l'analyse spécifique. Historiquement situées, les analyses institutionnalistes sont condamnées à limiter leurs ambitions prédictives. Faire le choix d'une théorie pure, a-historique, universelle, oblige au contraire à se couper de ce qui est périssable ou spécifique, quelle que soit sa valeur explicative, à postuler la naturalité du marché et, finalement, à construire une structure formelle sophistiquée basée sur des hypothèses simplificatrices et irréalistes, dont la valeur explicative n'est finalement pas plus grande que celle des théories institutionnalistes. La *Methodenstreit* n'a jamais été résolue et l'opposition entre les deux approches n'a jamais été dépassée.

2.5. Quelle est la place de la concurrence parfaite ?

Considérée comme approximation suffisamment vraisemblable de la réalité pour fonder l'essentiel de la littérature économique depuis des décennies, l'hypothèse de concurrence parfaite pose pourtant de sérieux problèmes. Le réalisme de cette hypothèse n'est généralement pas testé. Au contraire, certaines études montrent que la théorie est éloignée de la réalité. Ainsi, lorsque deux économistes ont demandé à des responsables d'entreprise de leur indiquer quelle était la forme de la courbe de coût de leur firme, 95 % d'entre eux ont indiqué une forme (décroissante puis constante ou décroissante puis faiblement croissante au voisinage de la production maximale) bien différente de celle à laquelle conclut la théorie néoclassique (décroissante, puis fortement croissante) [Eiteman et Guthrie, 1952]. Comme l'écrit Alan Blinder *et al.* [1998], « il semble que seulement 11 % du PIB soient produits dans des conditions de coût marginal croissant ».

Cette dernière citation est particulièrement intéressante, car elle nous incite à modifier les termes du débat habituel. La question à se poser n'est pas forcément de savoir si la théorie néoclassique du marché est réaliste (elle ne l'est pas), mais de savoir

pour l'étude de quels marchés elle est plus utile qu'une théorie de la concurrence imparfaite, par exemple. Est-il plus fructueux de supposer que les entreprises considèrent le prix comme une donnée ou de supposer qu'elles déterminent leur prix de vente en ajoutant une marge à leur coût moyen ? Dans un ouvrage récent, Dani Rodrik [2015] propose de modifier notre regard sur la diversité des modèles de l'économie. Au lieu de considérer que, si l'un est juste, alors les autres sont faux, il propose de considérer l'économie comme une collection de modèles, chacun étant adapté à une situation particulière. Ainsi, l'art de l'économiste serait de choisir le bon modèle pour analyser une situation. Dans son célèbre essai de 1953, Milton Friedman affirmait que le degré exact de concurrence sur un marché ne changeait rien aux conclusions fondamentales du modèle. Si le gouvernement augmentait les taxes sur le tabac, écrivait-il, le prix des cigarettes ne pouvait qu'augmenter. À quoi Rodrik répond que certaines hypothèses sont critiques. Imaginons que le gouvernement impose un prix maximum pour le tabac, écrit-il. En concurrence parfaite, les producteurs réduiront leur offre, mais un monopole augmentera la sienne. Le degré de concurrence est alors une hypothèse critique.

La bonne question est donc de savoir dans quelles situations la référence à la concurrence parfaite est pertinente : est-ce la majorité des cas ou une exception ? Keynes semble rallier ce dernier point de vue, lorsqu'il ouvre la *Théorie générale* en affirmant que « les postulats de l'économie classique ne s'appliquent qu'à un cas spécial et non au cas général, la situation qu'elle suppose étant aux limites des situations d'équilibre possibles. Au surplus les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent ne pas être celles de la société économique où nous vivons réellement ». Ainsi, que la création d'un salaire minimum en Allemagne n'ait pas conduit à la hausse du chômage peut s'interpréter comme la preuve que le marché du travail en Allemagne n'est pas concurrentiel, si bien que les conclusions de la théorie néoclassique ne s'y appliquent pas puisque, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, le degré de concurrence sur le marché du travail est une hypothèse critique pour apprécier les effets d'un salaire minimum. Le vrai progrès de la théorie de la concurrence parfaite serait donc certainement de circonscrire les cas dans lesquels cette théorie est pertinente.

En conclusion...

L'économie est une science sociale et, à ce titre, se distingue des sciences de la nature. Elle tente cependant de respecter les mêmes critères de scientificité : **modèles hypothético-déductifs** et confrontation aux données empiriques. Mais certains économistes se rallient à la position **instrumentaliste** défendue par Milton Friedman,

selon laquelle le réalisme des hypothèses importe peu, du moment que la théorie permet des prédictions correctes. Cette position est critiquée par **Karl Popper**, pour qui la science, étant vouée à la recherche de la vérité, ne saurait partir d'hypothèses fausses.

L'économie peine à énoncer des propositions universelles, des **lois** ayant un contenu prédictif précis. Il est également difficile de procéder à des **expériences** en économie. En fait, les modèles jouent le rôle d'expériences, puisqu'ils permettent de tester des propositions. Aussi n'est-il pas surprenant que cohabitent des modèles décrivant l'économie de manière très variée. Il s'agit de tests d'hypothèses s'appliquant à des marchés ou des contextes institutionnels divers.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

Blinder A. S. *et al.*, *Asking about Prices. A New Approach to Understanding Price Stickiness*, Russell Sage Foundation, New York, 1998.

Brochier H., « Critères de scientificité en économie », in Greffe X. *et al.*, *Encyclopédie économique*, Economica, Paris, 1990.

Eiteman W. et Guthrie G., « The shape of the average cost curve », *American Economic Review*, vol. 42, n° 5, 1952.

Friedman M., *Essays in Positive Economy*, University of Chicago Press, Chicago, 1953.

Hutchison T., *The Significance and Basic Postulates of Economic Theory*, Macmillan, Londres, 1938.

Kuhn T., *La Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris, 1983.

Malinvaud E., *Voies de la recherche macroéconomique*, Odile Jacob, Paris, 1991.

Malinvaud E., « L'économie s'est rapprochée des sciences dures », in Autume A. D' et Cartelier J. (dir.), *L'économie devient-elle une science dure ?* Economica, Paris, 1995.

Popper K., *La Logique de la découverte scientifique* (1934), Payot, Paris, 2007.

Popper K., « La rationalité et le statut du principe de rationalité », in Rueff J., *Les Fondements philosophiques des systèmes économiques*, Payot, Paris, 1967.

Popper K., « Entretien sur l'économie », *Revue française d'économie*, vol. 1, n° 2, 1986.

Rodrik D., *Economic Rules*, Oxford University Press, Oxford, 2015.